



Phase 1

Constat et naissance du projet - janvier 2015

Le Club de la presse Occitanie a été profondément marqué par l'attentat, le 7 janvier 2015, contre Charlie Hebdo. C'est le Club qui a organisé la manifestation de Montpellier. Le 11 janvier 2015, des centaines de personnes se sont rassemblées pour défendre la liberté de la presse.

Après cet attentat, et malgré la forte mobilisation en faveur de Charlie, les membres du Club ont ressenti une méfiance grandissante qui se propageait chez les jeunes à l'encontre des journalistes. Dans le même temps, les théories du complot ont commencé à prospérer sur les réseaux sociaux, renforcées par la propagation virale de «fake news» réinterprétant les événements tragiques de Paris.

Dès janvier 2015, les membres du Club décident d'agir. Ils créent une commission dont le titre est à lui tout seul un programme d'action : «Jeunes, médias et citoyenneté».

Une évidence : sensibiliser les jeunes à la fabrication de l'information et à l'usage raisonné et responsable des réseaux sociaux devenait une priorité du Club de la presse Occitanie. Il fallait, dès lors, imaginer et créer des outils originaux pour agir.

Phase 2

Mise en perspective - janvier 2015 - août 2015

Définition d'un comité de pilotage ...

Dans un premier temps, les administrateur-rices du Club constituent, avec des volontaires, membres du Club, un comité de pilotage pour construire le programme **Esprit'Critik**.

.... et d'une zone d'intervention pilote

Lunel, marquée par le départ au djihad de plus de vingt jeunes, est choisie comme zone prioritaire d'intervention. Ce choix correspond aussi au souhait d'acteurs politiques et associatifs du territoire, de voir progresser une réponse originale à la montée de la radicalisation islamiste.

Rencontre des acteur-ices et des représentant-es locaux

De nombreuses rencontres sont organisées pour recueillir les impressions et les besoins des écoles et des associations lunelloises, mais aussi des représentant-es tels que le député, les dirigeant-es de la Caisse d'Allocations Familiales, de la DILCRAH, de la Ville, du Département et de la Région, financeurs potentiels.

Un même constat

Pourquoi certains jeunes de Lunel se sont-ils radicalisés jusqu'à prendre la décision de quitter la France pour la Syrie ? Comment s'est forgé, chez eux-elles, un sentiment d'injustice, d'abord, puis d'indignation, puis de révolte et, enfin, de rupture avec la République ?

À ces questions, il fallait répondre sans détour. Et réaffirmer d'abord la nécessité de reconstruire le vivre ensemble sur les valeurs de liberté, de laïcité bien comprises et de démocratie.

Les responsables d'établissements scolaires et les professeur-es, les encadrant-es dans les associations, tous ont été témoins d'une méfiance grandissante des jeunes envers les autorités mais aussi envers les médias.

Les médias sociaux quant à eux semblent constituer un facilitateur dans le processus de radicalisation.

Les bénéficiaires de l'action seraient donc les jeunes scolarisé-es, déscolarisé-es, en réinsertion, ou en milieu associatif (club de foot, école de danse...), mais aussi les adultes, notamment les parents, en milieu associatif ou en milieu pénitencier.

En effet, il est indispensable d'impliquer et d'accompagner les familles dans le processus, de rompre l'isolement face aux situations d'endoctrinement.

En sensibilisant et mobilisant les jeunes, les familles, toutes communautés confondues, ce projet tend à réunir les citoyen-nés autour de valeurs communes, comme la démocratie et la paix, et unir les efforts de tou-tous pour les défendre.

Phase 3

Définition du projet et des bénéficiaires - septembre 2015 --> ...

Les objectifs

- > le décodage des informations qui sont issues des journalistes, une compréhension de leur rôle et de leurs méthodes, une meilleure compréhension du mécanisme de fabrication de l'information
- > la différenciation entre une information vérifiée et un contenu sur internet
- > la prévention des risques de désinformation via l'encouragement à un usage raisonné des réseaux sociaux
- > le développement de l'esprit critique et du libre-arbitre des jeunes
- > le dépassement des représentations négatives, amalgames, préjugés et stéréotypes
- > la valorisation des principes de liberté, laïcité et des valeurs communes telles que la solidarité, la fraternité, le respect
- > l'enrayement des sentiments d'exclusion, d'incompréhension, et de discrimination par le développement d'actions innovantes d'éducation aux médias et à la citoyenneté
- > la lutte contre la théorie du complot

Développer l'esprit critique et le libre-arbitre des jeunes pour en faire, plus que des citoyen-nés, des acteur-rices autonomes de la République

Impliquer les jeunes, leur donner la parole, créer du lien social, éviter la fracture numérique au sein des familles

Prévenir les risques de désinformation et encourager un usage raisonné des réseaux sociaux

Les axes

- > le travail du-de la journaliste, la façon dont il-elle traite l'information, vérifie ses sources et la diffuse sur différents canaux
- > les différentes informations circulant sur les réseaux sociaux, qu'elles proviennent d'un-e professionnel-le de l'information ou d'un-e amateur-riche
- > les outils existants pour faire le tri sur ce qui circule sur le web et ainsi différencier les vraies informations des informations intentionnellement trafiquées.

Le format

Suite à la consultation de professionnel·les de l'éducation nationale, le format idéal choisi est de 2 heures d'intervention, afin de ne pas perdre l'attention des jeunes, de préférence jamais sur les derniers créneaux horaires de la journée. Les interventions peuvent être uniques ou multiples suivant les demandes, notamment en cas d'ateliers de production (écriture d'un article, publications sur une page facebook).

Les intervenant-es

Le projet est piloté par de véritables professionnel·les du journalisme et de la communication numérique. Elles-ils sont une cinquantaine, journalistes ou expert-es en réseaux sociaux, certain-es attaché-es à une rédaction, d'autres indépendant-es.

Il est décidé qu'ils interviennent en binôme, composé d'un-e journaliste et d'un-e expert-e des réseaux sociaux, pour expliquer leurs métiers respectifs et les moyens de reconnaître une information vérifiée d'une fausse (fake news).

Il est nécessaire que des adultes, qui ne soient ni les parents ni les professeur-es, et qui aient une légitimité, ici la profession et/ou l'expertise, aillent à la rencontre des jeunes, de quartiers parfois délaissés.

Les parents et les professeur-es ne sont pas toujours au fait de ce qui se passe sur les réseaux sociaux, canaux qui peuvent pourtant être facilitateurs dans le processus de radicalisation.

Phase 4

Création de matériel pédagogique et définition d'un programme d'évaluation → mars 2016

Des modules de formation pour les intervenant-es

Sur une journée entière, des spécialistes varié-es ont présenté leurs expertises aux futur-es intervenant-es afin qu'elles-ils aient le bagage le plus solide possible, en cas de questions sensibles.

Matières abordées :

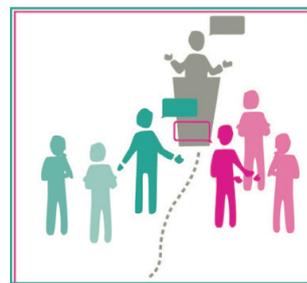
- > la pédagogie et la laïcité
- > la géopolitique du Moyen-Orient
- > l'histoire du dessin de presse et de la caricature
- > la liberté d'expression et ses limites juridiques
- > les droits fondamentaux et la liberté de religion
- > la cybercriminalité
- > les logiques identitaires des théories du complot

Des outils pédagogiques pour les interventions

Les intervenant-es utilisent des outils pédagogiques et interactifs entre le ludique et le débat, la prise de conscience et l'échange :

> le débat mouvant (ou jeu de positionnement), forme de débat dynamique qui favorise la participation, développé spécialement pour le programme du Club

Les jeunes doivent se positionner physiquement dans la salle suivant si elles-ils sont pour ou contre des affirmations, telles que «les médias nous manipulent», «Les youtubeurs disent tous la vérité»... Ces items sont sélectionnés suivant l'âge des élèves.



> un quiz vrai/faux illustré d'images et de vidéos issues du web pour captiver l'attention des jeunes.

> une présentation et une définition des « infox » (fake news), exemples illustrés à l'appui.

> une analyse des théories du complot. Vrais complots et faux complots.

> le développement du « fact checking ». Le contre feu mis en place par les rédactions mainstream pour lutter contre les infox.

> les guides « Déconne pas !!! Décode », conçu par le comité de pilotage, distribué à la fin des interventions pour finaliser la sensibilisation et laisser les jeunes avec un outil concret et ludique, contenant les informations-clés.

Il peut aussi servir aux parents de ces jeunes pour comprendre les nouvelles pratiques numériques et mieux les surveiller.

De l'évaluation continue

Les contenus et méthodes sont éprouvés, affinés, améliorés en permanence grâce :

- > aux retours des élèves via un questionnaire de satisfaction
- > aux retours des professeur-es en fin d'intervention ou lors de réunions bilans
- > aux compte-rendus écrits par et pour les intervenant-es pour un retour partagé après chaque intervention dans les établissements

Phase 5

Lancement du projet pilote et évaluation - avril 2016 - juin 2017

Les premières interventions ont donc eu lieu sur la zone prioritaire du Pays de Lunel en 2016.

Tous les bénéficiaires potentiel-les ont été rencontré-es mais, dans un premier temps, seuls les collèges et lycées ont pris en compte l'urgence de la situation.

Vingt-quatre interventions ont eu lieu dès la fin de l'année scolaire 2015-2016 (entre avril et juin), et quatorze autres ont été demandées à nouveau par les mêmes établissements en 2016-2017.

Les jeunes, sur les deux périodes cumulées, ont offert un très bon accueil aux intervenant-es et à leurs outils pédagogiques, et les encadrant-es leur ont fait part de leurs critiques, très majoritairement positives.

Phase 6

Poursuite et étendue du territoire - septembre 2017 - à ce jour

Face à ce succès, de nouveaux organismes ont sollicité le Club de la presse Occitanie dans les départements de l'Aude, du Gard, de la Haute-Garonne, de l'Hérault, de la Lozère, des Pyrénées-Orientales et du Tarn

Le Club a donc décidé d'étendre son champ d'action, tout en cherchant à développer les financements.

De nombreuses interventions ont lieu depuis 2018 sur le territoire de l'Occitanie (Toulouse, Montpellier, Nîmes, Carcassonne, Perpignan, Albi, Béziers, Lunel, Alès, Rodez, Castres, etc.). Cette fois, elles émanent d'établissements scolaires, des écoles de la deuxième chance en région, de la protection judiciaire de la Jeunesse, des médiathèques, de la CAF de l'Hérault, du Service National Universel.

Plus de 6 500 jeunes ont été bénéficiaires du programme **Esprit'Critik** à fin décembre 2022.

Aujourd'hui, le Club de la presse Occitanie étend le dispositif « Esprit'Critik, Jeunes, Médias et Citoyenneté » sur le territoire national à la demande du Ministère de la Culture.

Ainsi, ce programme pédagogique peut désormais se développer en réseau et constituer un maillage significatif. Le Club anime ce réseau en proposant son expertise, ses outils et ses formateur-trices à d'autres clubs partenaires comme le Clubs de la presse de Bretagne, celui de Bordeaux-Nouvelle Aquitaine, celui d'Auvergne Rhône-Alpes et celui de Normandie.

